

Défense d'y voir : la politisation de la protection de la nature

LA protection de l'environnement est pour certains cercles en Europe un domaine quasi sacré. Pour ces protecteurs de l'environnement comme d'ailleurs pour le public de l'Europe du Nord en général, qu'une organisation puisse être suffisamment insensible pour pouvoir utiliser la protection de la nature pour des motifs politiques est tout simplement odieux. Ce n'est pourtant pas la première fois que des Européens plongés dans la contemplation des beautés de la nature en Afrique oublient les impli-

généralement un fort attachement sentimental à la beauté naturelle de leur pays. A la fin du XIX^e siècle les Blancs et leurs armes à feu étaient presque parvenus à faire disparaître les grands troupeaux qui hantaient le pays un siècle plus tôt. Mais au même moment, ils avaient aussi constitué la première réserve animalière du continent. L'idée fut suggérée originalement par nul autre que le Président Kruger et se concrétisa en 1898 par la création de la réserve de Sabi qui s'amalgama au parc Kruger ouvert en 1926. Bientôt, presque tous les pays d'Afrique se dotèrent de réserves animalières, l'Afrique du Sud en comptant désormais 17, généralement considérées comme étant parmi les mieux gérées du continent.

Dès le début, les réserves animalières et les militaires ont été associés, ne serait-ce que parce que les anciens soldats, habitués à la vie de plein air et experts dans le maniement des armes, font les bons gardiens. Cette association provient aussi de l'utilisation de la coercition qui a accompagné la création de la plupart des réserves animalières. En effet, partout en Afrique, les parcs ont été créés en expulsant les populations de leurs terres ancestrales, ou en interdisant les formes traditionnelles de chasse. Dans ces circonstances, il n'est guère étonnant que pour beaucoup d'Africains vivant dans les zones rurales pauvres, y compris en Afrique du Sud, ces réserves soient associées à la présence des forces de sécurité (2). Ce constat a conduit les protecteurs de l'environnement à soutenir la réalisation de plans de protection associant les

gement formée par des anciens gardes des réserves (3). En 1973, cette unité fut remplacée par les *Selous Scouts*, qui était à l'origine une force de poursuite et de reconnaissance (4). Les *Selous Scouts* tentaient dans la mesure du possible de recruter parmi les anciens gardes ou parmi les personnes possédant une connaissance particulière de la brousse. Opérant dans des zones éloignées, souvent le long de la frontière mozambicaine, les soldats rhodésiens commencèrent à acquérir de l'ivoire. Selon un ancien officier des forces spéciales rhodésiennes puis sud-africaines (5), cette pratique commença parce que les *Selous Scouts* et les membres des autres forces de sécurité découvraient parfois des cadavres d'éléphants tombés dans des champs de mines. Les soldats récupéraient alors l'ivoire et l'envoyaient en Afrique du Sud à leurs contacts des forces de sécurité sud-africaines. Cette explication n'est pas satisfaisante et il est fort probable que ce commerce de l'ivoire et d'autres produits de la Rhodésie vers l'Afrique du Sud ait été dès l'origine, délibérément encouragé par les officiers des forces de sécurité sud-africaine ; les *Selous Scouts* étaient en partie financés secrètement par le service sud-africain de renseignements militaires (6) qui dans des cas similaires ailleurs exigeait de ses alliés un paiement de son aide en ivoire ou en tout autre produit exportable. Quoi qu'il en soit, il demeure que des chargements d'ivoire et d'autres produits

Namibie où les forces de sécurité sud-africaine, défendaient ce qu'elles considéraient être leur propre territoire. Au Mozambique et en Angola elles apportaient leur aide aux gouvernements portugais et après l'indépendance en 1975 aux forces insurrectionnelles antigouvernementales, l'UNITA et la RENAMO. La liaison avec ces deux mouvements relevait de la compétence du Directoire des renseignements militaires sud-africain, qui faisait intervenir un certain nombre d'unités spéciales quand une intervention active était décidée. A partir de la fin des années 70, des rumeurs indiquaient l'existence d'un trafic à grand échelle d'ivoire et d'autres produits d'Angola et du Mozambique vers l'Afrique du Sud. Comme à la même époque des responsables du commerce de l'ivoire auraient été contactés par de hauts fonctionnaires du ministère sud-africain des finances au sujet de la commercialisation illégale de l'ivoire, il est fort possible que cette filière commerciale clandestine ait été constituée avec un soutien officiel (9).

En 1988, une organisation américaine de protection de la nature, déclara devant le congrès américain, qu'un « réseau important de contrebande » fonctionnait en Afrique depuis des années « avec la complicité de responsables sud-africains aux plus hauts niveaux ». L'organisation alléguait que l'UNITA avait ainsi massacré en tout, près de 100 000 éléphants dans les douze dernières années, leurs défenses étant ensuite clandestinement importées en Afrique du Sud par la SADF. L'organisation déclara que l'Afrique du Sud était « l'un des plus importants hors la loi du monde pour ce qui touchait à la vie animale ». La SADF rejeta ce témoignage, mais constitua, sous la pression du parlement sud-africain, une commission d'enquête qui conclut que ces allégations étaient, pour l'essentiel, fausses (10). Peu de temps plus tard, une source particulièrement crédible confirmait les informations sur l'étendue des exportations d'ivoire de l'UNITA et le rôle des officiers de renseignements de l'armée sud-africaine et montrait que l'enquête menée sur ce sujet par la SADF (*South africa defense force*) qui n'avait même pas soumis à un interrogatoire les témoins disponibles, n'était qu'une opération de couverture. Cette source n'était autre que le colonel Jan Breytenbach, l'un des officiers parmi les plus expérimentés des forces spéciales du pays.

En novembre 1989, alors que la Namibie se dirigeait vers l'indépendance et que l'Afrique du Sud se retirait pour de bon d'Angola, Breytenbach accusait, dans un entretien avec la presse, l'UNITA d'avoir mené une véritable « campagne d'extermination massive » contre les éléphants d'Angola, au point de transformer le sud-est

(9) Entretien confidentiel.

(10) *The Guardian*, 6 septembre 1988.

du pays en un « désert vert, désolé et stérile » (11). Au début des années 80, Breytenbach travaillait pour la direction des renseignements militaires chargée de former les guérilleros de l'UNITA. Même avant cette époque, ajoutait Breytenbach, les services de renseignements militaires avaient mandaté une compagnie gérée par des portugais et nommée Frama Inter-trading pour exporter du teck d'Angola. Le transport s'effectuait par camions exemptés des procédures douanières qui emportaient aussi de l'ivoire. L'extrémité sud-africaine du réseau était contrôlée par un homme d'affaire portugais travaillant pour Frama, Arlindo Maia. Les officiers de renseignements militaires sud-africains, d'ailleurs, chassaient eux-mêmes l'éléphant en Angola et envoyaient par avion les défenses vers l'Afrique du Sud. Les employés de Frama et leurs contacts des services de renseignements militaires trafiquaient aussi les diamants, la drogue et les cornes de rhinocéros. Breytenbach insinua que les complicités dans cette contrebande remontaient vraiment très haut dans l'establishment sécuritaire du pays. Peu de temps après le témoignage public de Breytenbach, le ministre de la défense, Magnus Malan admettait que lui-même et le président Botha étaient allés chasser à plusieurs reprises en Angola à l'invitation de Jonas Savimbi, le chef de l'UNITA, mais il nia avoir pris des trophées d'éléphants (12).

Savimbi avait affirmé dès mars 1988 que les Sud-Africains exigeaient d'être payés en nature y compris en ivoire, pour les approvisionnements qu'ils lui fournissaient (13). Un système équivalent fonctionnait au Mozambique, où la RENAMO faisait passer de l'ivoire en contrebande aux agents de renseignements militaires sud-africains, comme le révélèrent des documents internes de la RENAMO et un transfuge qui avait travaillé auparavant aux bureaux de l'organisation à Lisbonne (14). En bref, il est désormais évident qu'en contrepartie de la guerre secrète menée par l'Afrique du Sud en Afrique australe, la direction des renseignements militaires sud-africains exigeait systématiquement de ses alliés un paiement sous la forme des produits disponibles incluant les bois durs, les diamants, les cornes de rhinocéros et l'ivoire.

La disparition de ce système ne sembla proche qu'après décembre 1988, lorsque l'Afrique du Sud accepta enfin de se retirer d'Angola et de décoloniser la Namibie, entraînant par là-même la fin de la destabilisation de la région. Ce fut un changement impor-

(11) *Sunday Times*, Johannesburg, 19 novembre 1989, confirmé par un entretien téléphonique de l'auteur avec Breytenbach le 8 janvier 1991 et par Environmental Investigation Agency, *Under Fire: Ele-*

(12) *Sunday Star*, 10 décembre 1989.

(13) J. Larteguy, « Jonas Savimbi : comment j'ai vaincu les Russes d'Angola », *Paris-Match*, 8 mars 1988.

(14) Alex Vines, *Renamo: Terrorism in*

tant tant en terme politique, qu'en terme commercial. Il semble bien, par exemple, que le colonel Breytenbach ne fit ses déclarations, après avoir gardé le secret tant que l'Afrique du Sud était militairement engagée en Angola et en Namibie, que parce qu'il espérait qu'une fois la SADF partie, le massacre cesserait. Or, il ne put que constater que les routes de contrebandes étaient toujours aussi florissantes. Pour certains, la guerre et la destabilisation ouvraient des opportunités de profit importants qu'il n'y avait pas lieu de faire disparaître. Les hommes d'affaires sud-africains sur place avaient constitué des compagnies de transports et d'aviation privées pour transporter le fret vers ou en provenance d'Angola. Avec un appui officiel, ou même dans le cadre de contrats officiels, ils avaient monté des routes commerciales pour détourner les sanctions. Des banques avaient accepté de blanchir l'argent, sans même se demander s'il provenait du commerce de l'ivoire, des armes ou de la drogue. Des politiciens et des soldats de différentes nationalités profitaient aussi de ces réseaux. Les opportunités offertes par ce trafic traversaient les frontières géographiques et idéologiques. En dépit des guerres en cours, tout le monde commercialisait l'ivoire et les autres produits que ce soit les Zimbabwéens, les Cubains, les gouvernements et forces rebelles du Mozambique. Les ennemis jurés faisaient des affaires entre eux, les soldats zimbabwéens vendant par exemple de l'ivoire aux soldats sud-africains, etc. En Afrique du Sud, au Zimbabwe et en Angola, plusieurs allégations de corruptions à un haut niveau furent associées à ce trafic. Le commandant de la force expéditionnaire cubaine en Angola, le général Ochoa Sanchez, accueilli en héros à son retour au pays fut par la suite convaincu de corruption et exécuté. Son procès fut organisé pour des raisons politiques, mais il semble bien que son crime ait bien été celui exposé dans le jugement (15).

L'Afrique du Sud et le WWF

Les responsables et hommes d'affaires sud-africains qui avaient établi les routes commerciales de l'ivoire firent de leur mieux pour en garder l'existence secrète ne serait-ce que parce que l'Afrique du Sud répugnait à admettre sa participation à la guerre en Angola et niait avoir quelque rapport que ce soit avec la RENAMO au Mozambique. Ils savaient aussi que ce trafic de produits attirerait l'opprobre d'un Occident, dont la bonne opinion était cruciale pour le succès du gouvernement blanc de Pretoria. En ce sens, l'Afri

que du Sud était très heureuse de pouvoir compter sur un traitement particulièrement bienveillant de l'organisation de protection de la nature la plus influente au monde, le WWF.

Le WWF fut créé en 1961 pour collecter des fonds auprès de

une série d'articles parus dans une revue britannique en 1980 et 1981, tandis que nous réussîmes à nous procurer la liste des membres en 1987 (24).

La liste des 1 001 membres du *Club 1 001* reflète très fidèlement le cercle des amis et relations d'affaires de Bernhard comme on pouvait s'y attendre. Elle révèle aussi l'influence de Rupert. La liste des membres pour 1987, par exemple, inclut 60 Sud-Africains, sans compter quelques uns inscrits sous d'autres nationalités. Les membres sud-africains du club comprennent des membres aussi important de la Broederbond que Johannes Hurter, président de Volkskas, Étienne Rousseau, président du groupe minier et industriel Federal, Pepler Scholtz, ancien directeur général du groupe financier Sanlam, tous les trois au sommet de sociétés fondées sur l'appui de la Broederbond. Rupert lui-même, fut au début un membre enthousiaste de Broederbond, même si on considère qu'au cours des années il a évolué vers les franges de l'organisation. Toujours sur cette même liste d'autres noms représentent le monde des affaires sud-africain tels Pieter Vosloo, directeur de Mercabank et Madame Daniel M. Hoogenhout dont le mari était membre du comité économique de Broederbond. Philippus Van Zijl, un autre membre du *Club 1 001*, participait au même comité (25). Toujours dans ce club on note les noms de Louis Luyt, Werner Ackerman et Frans Cronje, qui jouèrent un rôle important dans le scandale du Muldergate en Afrique du Sud qui permit de dévoiler que le gouvernement sud-africain avait utilisé des fonds secrets pour prendre le contrôle de journaux (26).

Parmi les membres non sud-africains du club on pouvait identifier certaines personnes connues pour leurs positions très favorables au gouvernement sud-africain dans les années 70 et 80 lorsque le pays était soumis à un boycott étendu. Parmi ceux-ci figurait John M. Olin, qui en mars 1978 fut convaincu d'avoir brisé l'embargo sur les armes imposé par les Nations unies et certains armateurs qui ont transporté des produits pétroliers à destination de l'Afrique du Sud au mépris des embargos internationaux.

Quels que soient les mérites de ce club, il illustre l'influence du lobby de l'Afrique du Sud blanche dans le financement du WWF International et montre tout particulièrement l'influence de la Broederbond, au cœur même de l'afrikanerdom.

(24) *Ibid.*

(25) Johannesburg, 1980, p. 29 ; p. 57 ; p. 113.

(26) I. Wilkins et H. Strydom, *The Supers*

Afrikaners : Inside the Afrikaner Broederbond, Johannesburg, J. Ball, 1980, .pp. A 106, A 278.

Le commerce de l'ivoire

Depuis 1975, le commerce de l'ivoire est encadré par la convention sur le commerce international des espèces en danger (CITES), un traité qui interdit le commerce de certains produits animaliers. Le commerce d'autres produits, et notamment de l'ivoire, est contingenté par des systèmes de certifications.

Durant les années 80, le déclin du nombre d'éléphants fut si rapide que le CITES introduisit un système imposant aux états exportateurs un plafond pour la quantité d'ivoire qu'ils exportaient ou s'attendaient à vendre pour l'année à venir. Ce nouveau système ne fit rien pour endiguer le déclin du nombre d'éléphants mais incita les commerçants à faire passer l'ivoire d'un pays à l'autre et les gouvernements à trafiquer leurs statistiques. Au même moment, l'idée même d'auto-contrôle des chasseurs et des commerçants, chère au WWF, fut attaquée par un nombre croissant de groupes de pressions « radicaux » occidentaux, tels que *Greenpeace*. A la réunion du CITES de 1989, le lobby « vert » parvint à soutenir avec succès le principe d'une interdiction temporaire du commerce de l'ivoire. A la réunion de 1992, les Verts des pays développés avaient été rejoints par quelques gouvernements africains, notamment ceux de Zambie et du Kenya, dont les troupeaux d'éléphants étaient décimés et qui se déclaraient désormais prêts à appuyer une interdiction totale de la commercialisation. Un certain nombre de pays d'Afrique australe, dont l'Afrique du Sud, continuaient à s'y opposer, en arguant que des réserves naturelles bien gérées allaient devoir supporter un nombre croissant d'éléphants et que la seule façon de garder leur nombre dans des proportions raisonnables était de prélever des troupeaux périodiquement et de vendre les défenses pour obtenir des fonds à réinvestir dans la gestion des parcs. Ces arguments étaient soutenus par de nombreux protecteurs de l'environnement en Afrique du Sud, tous étant en général ignorants de l'importance du rôle de leur propre gouvernement dans le trafic d'ivoire.

Si les autorités sud-africaines et les protecteurs de l'environnement de ce pays avaient raison d'affirmer que le nombre des éléphants de leur pays était stable, leur position ne prenait pas en compte le fait qu'une grande part du commerce de l'ivoire était encouragée par les actions de destabilisation des pays de la région menées par l'Afrique du Sud et par le rôle actif du service de renseignements militaires du pays dans ce commerce. Pendant toute la fin des années 80, Johannesburg fut une plaque tournante majeure du commerce illégal de l'ivoire et de cet autre produit de valeur que sont les cornes de rhinocéros. La destruction d'éléphants en Afrique du Sud ne procurait guère plus de 7 tonnes d'ivoire par

an, alors que les chiffres les plus généralement admis montraient que l'Afrique du Sud exportait en 1985 près de 40 tonnes d'ivoire (27). Les statistiques commerciales existantes montrent que les exportations sud-africaines légales d'ivoire représentaient moins de 10 % du total des exportations connues du continent, même si la proportion réelle était sans doute supérieure. Des sources commerciales admettent avoir exporté des produits animaliers dès 1979 de Namibie et d'Afrique du sud sans aucun document, les vendant à Macao et en Chine, où aucun document n'étaient exigés. A la fin des années 80, lorsque les quotas nationaux furent instaurés par le CITES, les agents de renseignements sud-africains réorientèrent l'ivoire vers le Mozambique où il recevait un label d'origine locale. Il existe aussi des présomptions pour dire que d'autres pays d'Afrique et notamment l'Ouganda auraient pu exporter de l'ivoire qui était en réalité d'origine sud-africaine (28). Il est hors de doute que l'importation et la re-exportation d'ivoire et de cornes de rhinocéros à partir de l'Afrique du Sud devint un commerce substantiel en pleine croissance, résultant directement de la politique de destabilisation du Mozambique et de l'Angola. Une étude récente affirme que « *L'Afrique du Sud était d'évidence la plaque tournante du commerce inter-régional en Afrique australe, représentant près de la moitié de toutes les importations de la région* » (29). De fait, de nombreux protecteurs de l'environnement étaient conscients qu'à la fin des années 80, « *L'Afrique du Sud avait désormais détrôné le Burundi comme l'un des principaux responsables des trafics illégaux de l'ivoire pour toute l'Afrique* » (30), sans être pour autant capable de trouver qui exactement contrôlait ce commerce et comment.

Le WWF connaissait ces faits. Le professeur John Hanks fut recruté à l'université du Natal en 1985 pour diriger le département Afrique du WWF International, avant de retourner en Afrique du Sud en 1990 pour travailler comme directeur général de la FSAN. Il reconnaissait en 1991 que depuis quelques années, Johannesburg avait pris beaucoup d'importance comme « *entrepôt d'ivoire et de corne de rhinocéros* » (31). Il savait aussi que les routes utilisées pour apporter l'ivoire et les cornes de rhinocéros de toute l'Afrique australe vers Johannesburg pour re-exportation étaient utilisées pour les trafics de drogues, de devises, de pierres précieuses et d'armes (32). En janvier 1991, le chef d'une équipe d'enquête secrète mandatée par Hanks avec l'aval du WWF, pour enquêter sur le commerce de la corne de rhinocéros, reconnaissait que

(27) E. Barbier, J. Burgess et autres, *Elephants, Economics and Ivory*, London, Earthscan, 1990, pp. 6-7.

(28) I. Parker à l'auteur, 27 juillet 1992.

(29) Barbier et autres, *op. cit.*, p. 40.

(30) I et O. Douglas-Hamilton, *Battle for*

the Elephants, London, Doubleday, 1992, p. 321.

(31) J. Hanks, *Operation Lock*, ms. non publié, 3 p, 4 janvier 1991.

(32) *Idem*, dans un entretien téléphonique avec l'auteur, 20 décembre 1990.

« l'ivoire et la corne de rhinocéros, braconnés dans les pays au nord ou à la frontière de l'Afrique du Sud, sont amenés clandestinement dans le pays car il existe ici des infrastructures capables d'exporter rentablement les produits à l'étranger » (33). Cette même personne estimait que « l'Afrique du Sud est devenue le premier centre d'exportation de tout ce qui est cornes de rhinocéros, ivoire et autres trophés associés » (34).

L'existence de ces routes de contrebandiers avait été décrite dans la presse sud-africaine, notamment à la fin de 1988 (35). Cette infor-

Tout comme le PLAN, elle était censée désormais se retirer dans ses casernes tandis que les politiciens faisaient campagne. Une gaffe stratégique de la SWAPO permit cependant de garder *Koevoet* sur le terrain pendant plusieurs mois, en dépit des tentatives faites par l'ONU pour la retenir dans ses casernes. En août 1989, des membres de *Koevoet*, avaient été redéployés en tant que membres d'unités anti-braconnage et continuaient ainsi à patrouiller dans la brousse namibienne dans leurs véhicules blindés avec l'appui d'hélicoptères (38). Les hommes de *Koevoet* devinrent membres de nouvelles unités de protection des animaux qui, comme cela fut confirmé plus

rejeta ces allégations, et insista sur le fait qu'il s'agissait d'un entraînement pour de véritables gardes naturels, et fit visiter le camp d'entraînement aux journalistes (44). Pourtant, la direction des renseignements militaires avait entraîné des opérateurs pour l'Inkatha et fourni à l'organisation des fonds secrets (45), tandis que l'ARMS-COR (Armements corporation) avait utilisé les parcs nationaux pour tester des armes (46).

De très nombreuses preuves indiquent que les experts de la contre-révolution des forces de sécurité sud africaines considéraient le KwaZulu et son parti dirigeant l'Inkatha comme des alliés cru-

année de l'indépendance du Mozambique, cette zone a été l'une des plus stratégiques de l'Afrique australe. La RENAMO, toujours approvisionnée par des éléments sud-africains, a des bases situées à quelques kilomètres seulement de la frontière sud-africaine et du parc Kruger, comme celle de la province de Gaza à Ngungue (49). Alors que le parc Kruger est généralement reconnu comme ayant une gestion compétente et honnête, la sécurité est assurée par une unité formée par le 111^e bataillon de la SADF. L'officier de liaison, jusqu'à la fin de 1991 du moins, était le colonel Gert Otto, un officier supérieur du 4^e Recce, une unité spécialisée dans la désstabilisation. Il est connu comme étant l'un des officiers des forces spéciales les plus rudes, considéré par l'un de ses collègues comme « un jusqu'au-boutiste » (50). Des signes montrent que toute la frontière mozambicaine, y compris le parc Kruger, est utilisée pour influencer les événements à l'intérieur de l'Afrique du Sud, en utilisant comme exemple la RENAMO, comme moyen de pression.